

N° 65 - Vendredi 26 mai 1989

L'ECONOMIE MONDIALE EN 1993 UNE PROJECTION CEPII-OFCE *

Les projections ci-dessous visent à repérer les contraintes macroéconomiques qui, au sein de l'économie mondiale ou en de pays particuliers sont susceptibles de ralentir la forte reprise en cours. Elles apportent des enseignements utiles sur les risques d'essoufflement du dynamisme économique actuellement à l'œuvre. Mais par nature elles ne peuvent prendre en compte certains facteurs potentiels de croissance, telles que les évolutions des structures productives et des mentalités, notamment celles dues à la perspective de l'achèvement du marché unique européen. En raison des inflexions nécessaires des politiques économiques et des comportements d'entreprise qui l'accompagneront, il est permis d'avoir une vue plus optimiste de l'évolution des économies française et européennes au cours des années prochaines.

Jean-Marcel JEANNENEY, président de l'OFCE, Jean-Michel CHARPIN, directeur du CEPII

L'année 1988 a été particulièrement brillante dans l'ensemble du monde industriel : la croissance a été forte, l'inflation ne s'est que faiblement accélérée, et les déséquilibres de paiements courants se sont réduits. S'agit-il d'une embellie passagère ou du début d'une nouvelle phase de croissance ?

Jusqu'aux heureuses surprises de l'an passé, il semblait acquis que la croissance mondiale demeurerait sur sa tendance des années consécutives aux chocs pétroliers ; cette performance médiocre semblait même menacée par l'ampleur exceptionnelle des déséquilibres de paiements courants entre pays industriels. La conjoncture des derniers trimestres, en rappelant que l'expansion est possible, en soulignant le réveil d'une dynamique de l'offre, invite à reprendre l'inventaire des facteurs macroéconomiques qui peuvent faire obstacle à la croissance. Telle est la démarche qui a été suivie dans l'élaboration de cette projection.

Ses résultats pourront étonner par leur relatif pessimisme : après une phase de ralentissement en 1989-1990, la croissance de l'OCDE rejoindrait d'ici 1993 un rythme de 3 % par an environ, soit nettement en deçà de la performance de 1988 (graphique 1). Cette croissance serait inégalement répartie entre les Etats-Unis (2,2 %), la CEE (2,7 %) et le Japon (4,5 %). Les pays en développement d'Amérique latine et d'Afrique retrouveraient le chemin de la croissance et l'Asie

connaîtrait une croissance particulièrement vigoureuse. Les résultats en matière d'inflation seraient très contrastés : faible au Japon, en Allemagne et en France (respectivement 1,5, 1,1 et 2,6 % en fin de période de projection), mais plus forte aux Etats-Unis (5,4 %). En dépit d'une dépréciation du dollar et du ralentissement de la croissance américaine, les déséquilibres se maintiendraient : le déficit des paiements courants des Etats-Unis atteindrait en fin de période 3,2 % du PIB, tandis que les excédents du Japon et de l'Allemagne perdureraient. Enfin les disparités en Europe s'accroîtraient : le chômage continuerait d'augmenter en France, serait seulement stabilisé en Italie, baisserait régulièrement en Allemagne et resterait bien en dessous du niveau de 1987 au Royaume-Uni (graphique 2).

Cette perspective plutôt morose résulte des contraintes, objectives ou choisies, qui limitent les marges de manœuvre des principaux pays industriels et du poids des déséquilibres hérités de la première moitié des années quatre-vingt.

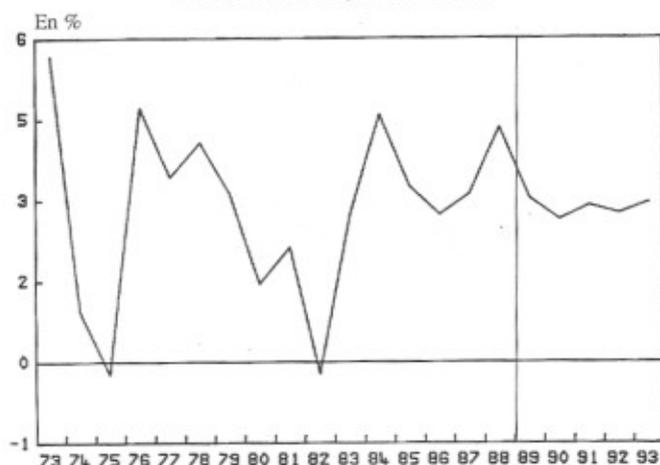
Croissance et inflation dans l'économie mondiale

La volonté des autorités économiques de juguler l'inflation est, à court terme, le principal obstacle à une poursuite de la croissance. Les premiers mois de 1989 indiquent une résurgence des tensions sur les prix tant sur les marchés des biens industriels (les taux d'utilisation des capacités de production industrielles approchent partout leurs maxima historiques) que sur celui des produits de base. A cela s'ajoutent des facteurs spécifiques, structurels (le regain de tensions sur le marché du travail aux Etats-Unis et au Royaume-Uni) ou purement conjoncturels (la hausse de la fiscalité indirecte en Allemagne, en Italie et au Japon).

Les autorités monétaires ont réagi en relevant, dès l'été 1988, les taux d'intérêt à court terme. Le freinage est engagé au Royaume-Uni, et semble devoir s'affirmer dans les prochains mois aux Etats-Unis. En Europe continentale le ralentissement devrait être progressif. La projection aboutit

(*) Cette projection a été réalisée par une équipe commune CEPII-OFCE à l'aide de MIMOSA, modèle macroéconomique de l'économie mondiale, que ces deux organismes ont construit en commun. L'équipe dirigée par Jean Pisani-Ferry et Henri Sterdyniak est composée de Marie-Hélène Blonde, Virginie Coudert, Henri Delessy, Murielle Fiore, Hélène Harasty, Jérôme Henry, Jean Le Dem et Sébastien Paris-Horvitz. Elle a bénéficié de la collaboration de Monique Fouet, Jacques Adda, Olivier Passet et Véronique Riches du département des diagnostics de l'OFCE. L'équipe remercie les experts qui ont bien voulu la conseiller, en particulier Nina Kousnetzoff du CEPII et Patrick Criqui de l'IEPE. Cet article paraît simultanément dans les lettres du CEPII et de l'OFCE.

1. Croissance du PIB OCDE



pour 1989 et 1990 à un affaiblissement général du rythme de croissance dans les pays industriels (tableau 1).

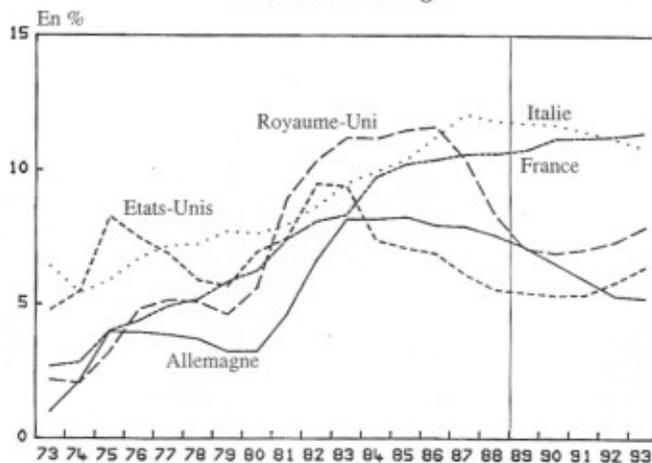
Cela suffira-t-il à apaiser les tensions inflationnistes ? Sans doute pour le prix des matières premières industrielles, très influencé par l'état de la demande. Le prix du pétrole, dont la hausse récente doit beaucoup à des facteurs conjoncturels, devrait également se stabiliser en termes réels avant de connaître une progression modérée au début de la prochaine décennie. La hausse des prix agricoles persistera en début de période en raison de deux mauvaises récoltes consécutives. Mais les risques de tensions sur les marchés des produits de base, et en particulier celui d'un troisième choc pétrolier, paraissent pouvoir être écartés d'ici le milieu de la prochaine décennie.

La perspective est moins assurée pour ce qui concerne les facteurs internes de l'inflation. Aux Etats-Unis le taux de chômage a atteint en 1988 5,4 %, niveau proche du plein emploi. Une poursuite de l'expansion au rythme de ces dernières années conduirait à un réveil de l'inflation salariale. La Réserve fédérale a dû provoquer une hausse des taux pour freiner la croissance ce qui a entraîné une remontée du dollar qui compromet l'ajustement extérieur ; c'est pourquoi la mise en œuvre d'une correction budgétaire est depuis longtemps attendue. L'hypothèse retenue est qu'aux dispositions déjà décidées s'ajouteront, en 1991 et 1992, des mesures permettant de ramener le déficit des administrations de 1,8 % du PIB en 1988 à 0,5 % en 1993. Le freinage de la demande intérieure ferait remonter le taux de chômage au dessus de 6 %, malgré l'assouplissement de la politique monétaire rendu possible par le relais budgétaire.

Cette correction budgétaire devrait s'accompagner d'une dépréciation du dollar : les autorités monétaires pourraient donner une plus grande priorité à la résorption du déficit extérieur, sans craindre qu'accroissement de la demande étrangère et hausse des prix à l'importation ne précipitent la surchauffe inflationniste. La baisse des taux d'intérêt favoriserait la baisse du dollar : celui-ci pourrait donc, après être resté ferme en 1989, reprendre son glissement vers le bas dès 1990 et l'accélérer en 1991. Dépréciation du taux de change et hausse du prix du pétrole conduiraient alors, en dépit de la détente sur les marchés des biens et du travail, à un plafonnement de l'inflation au voisinage de 5,4 % l'an en 1992-1993.

Le Japon ne connaît pas les mêmes dilemmes que les Etats-Unis. Bien que le chômage y soit toujours aussi faible, la perspective la plus probable à moyen terme est celle d'un maintien de la régulation des prix et des salaires. L'interrogation centrale porte sur l'ouverture du marché japonais et le recentrage de la croissance sur la demande intérieure qui ont été engagés ces dernières années. L'hypothèse retenue

2. Taux de chômage



est que l'ouverture du marché se poursuivra à un rythme plus lent. Cependant le Japon devrait bénéficier d'une forte demande des pays d'Asie et ses entreprises, qui se sont rapidement adaptées à la hausse du yen et bénéficient d'une évolution favorable de leurs coûts, devraient être en mesure d'accroître quelque peu leurs parts de marché. On peut ainsi envisager une expansion équilibrée avec une contribution du solde extérieur proche de zéro.

Privée de la locomotive américaine et soumise à la concurrence du Japon et des NPI d'Asie, l'Europe ne pourra trouver qu'en elle-même les ressorts de l'expansion. Mais le jeu des contraintes réciproques entre pays européens peut handicaper la poursuite de la croissance. L'Allemagne, qui exerce une influence décisive sur la conjoncture européenne, n'a plus guère besoin d'une croissance rapide pour s'acheminer vers le plein emploi et pourrait se contenter d'une croissance de 2,5 % l'an sur la période 1989-1993. Le Royaume-Uni, après plusieurs années d'expansion, a retrouvé son dilemme des années soixante-dix, et après avoir combattu l'inflation au prix d'une dégradation du solde extérieur, les autorités risquent de devoir combattre le déficit extérieur au prix d'un freinage de la croissance. La France, dont les objectifs sont le maintien de l'équilibre extérieur, la réduction du déficit public, et l'alignement de son inflation sur la meilleure performance européenne, ne dispose guère de marges de manœuvre tant que les résultats de son commerce extérieur demeurent fragiles. L'Italie, enfin, n'enregistrera une croissance supérieure à celle de ses partenaires qu'en tolérant une inflation elle aussi supérieure à la moyenne et un endettement public élevé. Au total on ne peut pas attendre des politiques économiques qu'elles jouent un rôle moteur pour la croissance européenne.

Si ce diagnostic s'inscrit dans la continuité des tendances antérieures à 1988, il n'en va pas de même pour les régions hors OCDE. Plusieurs éléments conduisent à envisager pour les prochaines années une croissance plus rapide des pays en développement.

En Asie le rythme de progression du PIB resterait élevé après un ralentissement temporaire : la poursuite de l'appréciation de la monnaie des NPI vis-à-vis du dollar ne devrait pas compromettre sensiblement leurs performances à l'exportation. Les autres pays de la zone, en particulier la Chine et l'Inde, devraient eux aussi enregistrer une croissance rapide. L'ensemble de l'Asie se trouverait ainsi entraîné dans une dynamique de croissance et d'échanges croisés. Mais, fait nouveau, l'Amérique latine et l'Afrique pourraient aussi retrouver une progression des revenus réels grâce à l'amélioration de leurs termes de l'échange et des mesures d'allègement des dettes extérieures. Enfin la performance des économies est-européennes et de l'Union soviétique resterait médiocre, la *perestroïka* n'ayant pas d'effets immédiats.

I. Croissance mondiale

Croissance du PIB (taux moyens en %)	79 / 73	87 / 79	88	89	90	91	92	93	Moyenne 93 / 88
Allemagne	2,3	1,4	3,5	3,1	2,5	1,9	2,3	2,3	2,5
France	2,8	1,7	3,4	2,6	2,1	2,8	2,5	2,0	2,4
Italie	2,6	2,2	3,8	3,6	2,9	3,7	2,9	3,1	3,3
Royaume-Uni ¹	1,6	1,8	4,2	2,5	2,1	2,7	2,7	2,5	2,5
Autres CEE	2,5	1,6	3,3	2,6	2,5	2,7	2,9	3,2	2,8
Autre Europe	1,9	2,2	2,7	2,2	2,3	2,8	3,1	3,6	2,8
Etats-Unis	2,4	2,5	3,9	2,6	2,2	2,4	1,9	1,8	2,2
Japon	3,6	3,9	5,7	4,7	3,8	4,2	4,4	5,6	4,5
Autres OCDE	3,6	2,9	3,8	2,9	3,0	3,0	2,9	3,0	3,0
Amérique latine	4,9	1,8	0,7	2,0	3,5	4,0	5,0	6,0	4,1
Moyen-Orient/Maghreb	5,7	0,7	1,5	6,0	5,0	10,0	9,7	11,2	8,3
Afrique Noire	3,0	0,4	3,0	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0	4,8
4 NPI d'Asie	9,1	7,4	9,4	7,5	6,1	6,2	7,3	8,1	6,6
Autre Asie, Océanie	5,3	7,0	9,2	5,8	5,0	5,0	6,0	7,0	5,8
URSS, Pays de l'Est	2,9	1,5	1,1	1,3	1,5	1,7	1,9	2,2	1,7
OCDE	3,1	2,5	4,1	3,0	2,6	2,9	2,8	3,0	2,9
CEE	2,9	1,7	3,6	2,9	2,4	2,7	2,6	2,6	2,7
Monde	3,6	2,5	4,2	3,2	3,1	3,5	3,6	3,9	3,5

(1) PIB (revenu)

L'avenir des déséquilibres de paiements internationaux

Les déséquilibres de paiements courants entre grands pays industriels sont généralement tenus pour une menace pour la croissance mondiale : il semble hasardeux d'envisager le maintien d'excédents ou de déficits qui conduisent à une progression continue de positions extérieures fortement positives ou négatives. La projection associe deux éléments dont on peut attendre une réduction des déséquilibres : une baisse du dollar et un ralentissement de la croissance américaine. Pourtant les excédents/déficits perdurent : en fin de période le déficit des Etats-Unis atteint 220 milliards de dollars, l'excédent du Japon 168 milliards, et celui de l'Allemagne 56 milliards. En proportion du PIB de chaque pays, l'excédent ou le déficit resterait à un niveau proche de celui de 1988 pour les Etats-Unis et le Japon, et diminuerait quelque peu en Allemagne.

Cette stabilité tient d'abord à la charge de la dette extérieure qui pèse sur les Etats-Unis et, réciproquement, aux revenus des actifs extérieurs détenus au Japon et en Allemagne (graphique 3). Le solde des revenus du capital des Etats-Unis, encore positif en 1988, se dégraderait ainsi d'un point de PIB sur la période de projection.

Elle s'explique aussi par les effets limités de mouvements de change dans un contexte de forts différentiels d'inflation. De 1988 à 1993 le yen, dont la parité baisse de 128 à 95 yen pour 1 dollar, s'apprécie de 35 %, quand le différentiel d'inflation atteint 20 %. Compte tenu de gains de productivité élevés dans l'industrie japonaise et des efforts de marge consentis par les producteurs pour conserver leurs parts de marché, les prix des produits japonais augmentent moins en dollars que les prix américains. L'arme de la dépréciation du dollar, qui a permis un spectaculaire redressement des exportations américaines en 1987-1988, a perdu de son efficacité. La glissade du dollar qui ne ferait que compenser les écarts de hausse des prix, entretiendrait la dynamique de désinflation japonaise et alimenterait l'inflation américaine. Les mouvements de change de grande ampleur retenus ne suffisent donc pas à induire de substantiels rééquilibres. En volume, les parts de marché à l'exportation des Etats-Unis progressent encore en 1989 mais déclinent ensuite, tandis que le Japon regagne un peu du terrain perdu et que les NPI poursuivent leur progression.

L'introuvable convergence en Europe

La construction du Marché unique européen, la volonté de mener une politique macroéconomique commune amènent à regarder la convergence des performances macroéconomiques en Europe. La période étudiée sera sans doute dominée par l'échéance de 1992 tant du fait des mesures d'harmonisation fiscale qu'elle nécessite qu'en raison des modifications de comportement qu'elle peut engendrer. Notre compte reste prudent sur ce point : mises à part les mesures annoncées ou fortement prévisibles, les incertitudes sont trop grandes sur les modalités de l'harmonisation fiscale pour l'incorporer ici.

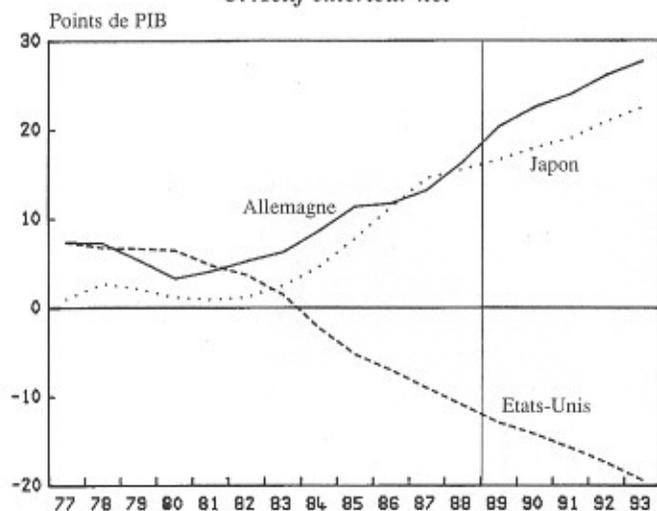
Dans nos hypothèses nous avons tenu compte des voix qui s'élèvent en RFA pour juger que la politique de change actuelle est responsable de la poussée d'inflation ; nous avons supposé qu'au début de 1991, lorsque le dollar chute nettement, le mark et les monnaies proches s'apprécient de 7 % par rapport au franc et à la lire. En raison du déficit extérieur anglais, la livre, actuellement soutenue par des taux d'intérêt élevés, devrait chuter nettement à la fin de 1990 ; puis arrimée à 2,7 mark, elle préparerait son entrée dans le SME.

A court terme les taux d'intérêt restent élevés, orientés au Royaume-Uni et en RFA vers la lutte anti-inflationniste, contraints en France et en Italie par la nécessité de maintenir la parité avec le mark ; mais, après 1991, ce réalignement et la convergence des politiques monétaires permettent un rapprochement des taux d'intérêt réels à un niveau moindre.

La convergence n'apparaît pas pour le niveau de déficit public : si la France atteint son objectif de réduction progressive, la RFA, du fait de sa réforme fiscale et de sa faible croissance, conserve un déficit de l'ordre de 2 % du PIB. Le Royaume-Uni maintient longtemps un solde excédentaire. Et surtout l'Italie reste à un niveau de déficit supérieur à 10 % du PIB (ancienne base).

La poussée inflationniste de 1989 ne serait guère durable. Favorisée après 1990 par la baisse du dollar, qui annule en partie les conséquences de la hausse du prix du pétrole, l'Europe est à terme une zone de faible inflation : celle-ci s'étagerait en fin de période de 1,1% en RFA à 2,8% au Royaume-Uni. Toutefois l'Italie reste sensiblement plus inflationniste (7 % en 1993).

3. Actif extérieur net



Mais l'Europe est aussi une zone de croissance modérée : sur l'ensemble de la période, 2,5 % pour la RFA, la France et le Royaume-Uni ; 3,3 % pour l'Italie. Pour l'ensemble de la CEE, la croissance s'essouffle de 1988 (3,6 %) à 1990 (2,4 %) sous l'effet des diverses politiques nationales anti-inflationnistes et du ralentissement de l'économie mondiale, avant de se situer, de 1991 à 1993, sur un plateau à 2,6 %. Certes la demande intérieure croît plus rapidement (3 % par exemple en RFA), mais du fait de la concurrence du Japon et des « Quatre Dragons », les pays européens souffrent tendanciellement de pertes de parts de marchés à l'exportation et d'une trop grande pénétration à l'importation.

L'évolution de la productivité par tête reste relativement rapide en Italie (2,7 %), mais est médiocre dans les trois autres grands pays (1,7 % l'an environ). Le salaire réel progresse peu en France (1 %) et en RFA (1,7 %), plus en Italie (2,6 %) et au Royaume-Uni (3,7 %). En France la situation des entreprises continue à s'améliorer tandis qu'au Royaume-Uni elle se dégrade.

L'emploi progresse à des rythmes voisins (0,6 % l'an) ; mais, en raison des différences dans la croissance de la population active disponible (0,1 % en RFA, 0,4 % en Italie, 0,6 au Royaume-Uni et 0,7 en France), ce parallélisme entraîne de fortes disparités dans l'évolution des taux de chômage : la RFA voit le sien se résorber nettement et atteindre 5 % en fin de période, quasiment le plein emploi ; au Royaume-Uni la forte croissance actuelle permet initialement au taux de chômage de descendre en dessous de 7 % mais son ralentissement le fait remonter en fin de période ; en Italie il diminue constamment mais faiblement et à partir d'un niveau élevé ; en France il reprend une croissance lente. Le chômage devient un problème franco-italien. Par contre, les tensions sur l'appareil productif, fortes actuellement, s'atténuent du fait de l'effort actuel d'investissement et du ralentissement de la croissance industrielle.

Cette croissance molle en Europe peut laisser penser qu'une relance globale serait la bienvenue ; mais elle n'est guère souhaitée par la RFA, pays certes excédentaire mais dont la production est limitée par des contraintes d'offre ; guère possible en France, qui bute contre la contrainte extérieure et ne souhaite ni dévaluer, ni dégrader son solde public, ni perdre de sa compétitivité en accordant des hausses de salaires ; déjà en cours au Royaume-Uni, grâce à une forte baisse de la parité de la livre et la chute du taux d'épargne, mais proche de se retourner en raison de ses conséquences sur l'inflation et le déficit extérieur ; limitée enfin en Italie par les contraintes de solde public ou extérieur. Cela montre la difficulté que pose la pourtant nécessaire coordination des politiques : l'Europe ne bénéficie pas encore d'une synergie induite par des transferts de capitaux ou de main-d'œuvre.

Le scénario décrit par cette projection a sa cohérence. Les risques de dérapage tiennent principalement aux menaces inflationnistes aux États-Unis et à la persistance des déséquilibres de paiements courants. Un dérapage américain appellerait une réaction de la Réserve fédérale et pourrait déboucher sur une récession. Moins claire est la nature des menaces que fait peser la persistance d'une situation de déséquilibres internationaux. Notre projection ne débouche pas, à horizon de cinq ans, sur une stabilisation des actifs/engagements extérieurs en proportion du PIB des pays. Mais qui sait où se situe la limite à l'endettement extérieur des États-Unis ? L'expérience récente enseigne que des limites naguère jugées infranchissables ont été transgressées sans dommage.

Des aléas positifs peuvent aussi être envisagés, en particulier pour l'Europe. Nous avons privilégié les enchaînements macroéconomiques et le jeu réciproque de politiques des différents pays. Il ne nous semble pas qu'il faille attendre sur ce plan de changements décisifs d'ici 1993. L'union monétaire reste une perspective lointaine. Rien n'indique si un renforcement de la coordination des politiques en Europe ira dans le sens de l'expansion ou de la rigueur. Certes dans les années qui viennent, la perspective d'une concurrence accrue dans le cadre du Marché unique pourrait stimuler l'investissement et les efforts de rationalisation. Dans l'état présent des informations, il s'agit plus d'espoirs que de données intégrables dans une prévision. La tâche des économistes est d'indiquer le probable, celle des acteurs de la vie économique et des hommes politiques de les démentir.

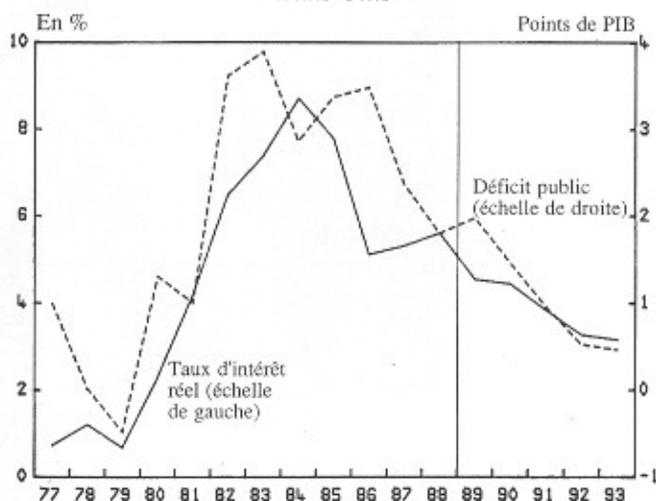
Analyse par pays

Etats-Unis : la voie étroite

Le problème de politique économique auquel sont confrontés les États-Unis exige beaucoup de doigté dans le maniement des instruments monétaires et budgétaires. L'objectif poursuivi est clair : obtenir un ralentissement de la croissance afin d'éviter un réveil des revendications salariales et peser sur la demande intérieure afin de dégager des capacités d'exportation et de poursuivre le redressement du solde extérieur. Dans un contexte de déficit extérieur, c'est à la politique budgétaire qu'il revient de freiner la croissance afin que la politique monétaire puisse faire plus de place à la gestion du taux de change. Le niveau du déficit fédéral et les engagements de pilotage coordonné des monnaies dans le cadre du G7 invitent à adopter cette stratégie.

Les tensions sur le marché du travail devraient persister avec le ralentissement progressif de la croissance de la population active qui, partant d'un rythme moyen de 1,9 % au cours de la dernière décennie, devrait s'établir à 1 % l'an

4. Déficit public et taux d'intérêt réel États-Unis



2. Les grands pays industriels : quelques résultats significatifs

	73-79	79-87	88	89	90	91	92	93	88-93
<i>Taux d'inflation annuel (prix à la consommation)</i>									
Allemagne	4,6	3,0	1,9	2,7	1,6	1,2	1,0	1,1	1,5
France	11,0	8,3	2,8	3,9	3,0	3,1	3,0	2,6	3,1
Italie	17,1	13,0	5,5	6,6	5,8	6,1	6,6	7,1	6,4
Royaume-Uni	15,7	7,4	5,2	6,5	6,4	5,7	4,2	2,8	5,1
Etats-Unis	7,8	5,4	4,1	4,7	4,9	5,2	5,4	5,4	5,1
Japon	9,4	2,6	1,1	1,9	2,1	1,9	2,0	1,5	1,9
<i>Taux de chômage (en pourcentage de la population active)</i>									
Allemagne	3,1	6,9	7,6	7,1	6,5	5,9	5,3	5,2	6,3
France	4,3	8,9	10,6	10,8	11,2	11,2	11,3	11,4	11,1
Italie	6,7	9,0	11,8	11,7	11,7	11,4	11,1	10,8	11,4
Royaume-Uni	3,9	10,1	8,1	7,1	6,9	7,1	7,3	7,9	7,5
Etats-Unis	6,4	7,6	5,6	5,4	5,3	5,4	5,8	6,4	5,7
Japon	1,8	2,5	2,5	2,6	2,7	2,8	2,8	2,8	2,7
<i>Solde des administrations publiques (en pourcentage du PIB)</i>									
Allemagne	-2,4	-2,2	-2,0	-0,8	-2,0	-2,2	-2,2	-2,1	—
France	-0,9	-2,3	-1,5	-1,4	-1,7	-1,5	-1,2	-1,0	—
Italie	-9,0	-12,0	-10,8	-10,7	-10,3	-9,9	-10,0	-10,2	—
Royaume-Uni	-3,9	-2,8	0,7	1,4	1,6	0,5	-0,6	-0,9	—
Etats-Unis	-0,9	-2,8	-1,8	-2,0	-1,5	-1,0	-0,5	-0,5	—
Japon	-3,2	-2,2	0,8	0,6	1,0	1,3	1,9	2,7	—
<i>Solde extérieur (en pourcentage du PIB)</i>									
Allemagne	0,9	1,4	3,9	4,0	4,2	4,2	3,9	3,7	—
France	0,2	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,5	-0,3	-0,4	—
Italie	0,2	-1,2	-0,5	-0,5	-0,4	0	0,2	0,3	—
Royaume-Uni	-0,8	0,7	-2,3	-2,2	-1,6	-1,5	-1,9	-2,3	—
Etats-Unis	0,2	-1,9	-2,9	-2,4	-2,5	-3,0	-3,0	-3,2	—
Japon	0,3	2,2	2,8	2,5	2,5	2,8	2,6	2,6	—

au début de la prochaine. A terme ce ralentissement s'accompagnera sans doute d'un relèvement des gains de productivité du travail. Mais à moyen terme, un tel phénomène ne se manifesterait guère que dans l'industrie manufacturière. La croissance de l'économie américaine ne dépasserait donc pas 2,5 % l'an au cours des cinq prochaines années.

L'hypothèse retenue est que la politique budgétaire prendra le relais de la politique monétaire et exercera, à partir de 1990 et surtout de 1991, un effet sensible de freinage de la demande intérieure. Pour 1990 les principales mesures ont déjà fait l'objet d'un accord entre l'exécutif et les leaders du Congrès. S'ajoutant aux effets de la réforme fiscale et aux augmentations de cotisations sociales, elles devraient exercer un effet restrictif sur l'activité. L'échéance décisive sera le budget pour 1991, année où le déficit fédéral devrait, selon la loi Gramm-Rudman, être à peine supérieur à 1 % du PIB. Sans supposer que cet objectif soit strictement atteint, on peut attendre qu'une combinaison de hausse des prélèvements, de freinage des transferts et de gel des dépenses publiques ramène en deux ans le déficit des administrations à un demi point de PIB. La politique monétaire pourrait alors devenir plus accommodante et accompagner la dépréciation du dollar sans que la hausse des prix ne connaisse d'accélération marquée ; l'amélioration des perspectives budgétaires autoriserait une baisse par paliers des taux d'intérêt réels à long terme (graphique 4).

Ce scénario suppose que l'administration Bush propose un accroissement des prélèvements obligatoires. Le dérapage vers une inflation supérieure à 6 % l'an fait partie des risques à envisager. Si tel était le cas la Réserve fédérale provoquerait sans doute une forte hausse des taux à court terme, au risque de précipiter une récession.

Japon : les limites du recentrage sur la demande interne

Le commerce extérieur a été longtemps le moteur de la croissance japonaise. Or de 1986 à 1988, bridés par la très forte appréciation du yen, les échanges extérieurs ont une contribution négative à la croissance. Le mode de croissance japonais est-il durablement remis en cause ?

Si le recentrage sur la demande interne, préconisé par le Plan, est déjà engagé, sa poursuite est freinée dans notre projection. La consommation des ménages croît au rythme de 3,7 % l'an, favorisée par une légère inflexion du taux d'épargne et une montée régulière de l'emploi. Cependant sa croissance est limitée par la faiblesse des gains de pouvoir d'achat. En effet une concurrence étrangère accrue par l'appréciation du yen oblige les entreprises à réduire leurs marges à l'exportation et à compenser ces pertes en augmentant leurs prix sur les marchés intérieurs ; cette tendance légèrement inflationniste freine la hausse des salaires réels. Les entreprises sont également poussées à rationaliser leurs processus de production : l'investissement est soutenu sur la période et les gains de productivité importants dans le secteur manufacturier (de l'ordre de 5,6 % par an) ; l'industrie réduit ses effectifs de 100 000 emplois environ par an. Les emplois créés dans les services suffisent à peine à compenser ces pertes et à absorber la montée du taux d'activité féminin : le taux de chômage augmente légèrement.

Le commerce extérieur apporte une contribution nulle à la croissance sur la période : tirées par la demande interne les importations augmentent rapidement mais les exportations restent dynamiques (8,7 % par an). En dépit du ralentissement de la croissance américaine, la demande étrangère s'accroît rapidement (de l'ordre de 7 % par an) en raison de

3. Variables monétaires et produits de base

	73-79	80-87	88	89	90	91	92	93	88-93
<i>Taux de change</i>									
Dollar / mark	2,34	2,69	1,76	1,85	1,75	1,60	1,55	1,5	—
Dollar / 100 yens	2,65	2,46	1,28	1,30	1,20	1,05	1,00	0,95	—
Mark / franc	1,98	3,30	3,39	3,39	3,39	3,65	3,65	3,65	—
Mark / 100 livres	3,31	6,95	7,39	7,51	7,49	8,01	8,01	8,01	—
Mark / livre	0,21	0,30	0,31	0,32	0,34	0,37	0,37	0,3	—
<i>Taux d'intérêt à court terme</i>									
Allemagne	—	—	4,0	5,8	5,5	5,0	4,5	4,0	—
France	—	—	7,5	8,5	8,0	7,0	6,0	6,0	—
Italie	—	—	11,3	12,0	11,5	10,5	10,0	10,0	—
Royaume-Uni	—	—	10,3	12,8	11,0	9,5	9,5	9,0	—
Etats-Unis	—	—	7,6	9,9	9,5	8,5	8,5	8,5	—
Japon	—	—	3,6	4,3	4,0	3,5	3,5	3,5	—
<i>Prix des produits de base</i>									
Pétrole (Brent) \$/baril	11,0	26,6	15,0	17,5	17,5	19,0	22,0	25,0	19,3
Taux croissance réel *	22,8	- 3,6	- 25,3	9,0	- 3,5	4,6	9,7	8,7	5,6
<i>Matières premières pour l'industrie en \$:</i>									
taux croissance nominal	8,6	0	26,4	6,3	-11,6	- 2,2	11,9	—	0,6
taux croissance réel *	- 3,0	- 3,0	20,5	5,4	-17,2	- 8,5	2,0	- 4,4	- 4,9

* Prix en dollars déflatés par le prix des produits manufacturés exportés par l'OCDE.

l'expansion générale en Asie. Certes le yen s'apprécie par rapport au dollar (35 %) et aux monnaies des « Quatre Dragons » (12 %) mais la compression des marges à l'exportation et la maîtrise des coûts de production industrielle permettent de compenser les effets sur la compétitivité.

La croissance parallèle des importations et des exportations et la quasi-stabilisation des termes de l'échange se traduisent, compte tenu d'un taux de couverture de 160 % en 1988, par une augmentation de 100 milliards de dollars de l'excédent commercial ; les flux d'intérêts provenant de l'accumulation des actifs détenus à l'étranger renforcent cet effet d'acquis sur la balance courante. Le rééquilibrage des échanges du Japon n'apparaît pas à l'horizon.

Allemagne fédérale : des vertus de la croissance lente

L'Allemagne ne remplit pas le rôle de moteur de l'économie mondiale laissé vacant par les Etats-Unis. Bien que plus forte que dans les années quatre-vingt, sa croissance n'atteint pas les 2,5 % par an sur la période. Le maintien des objectifs de politique économique (stabilité des prix et neutralité budgétaire) n'est pas étranger au faible dynamisme de l'économie. Mais notre projection montre que la gestion ouest-allemande a sa logique, la réduction du chômage au cours de la période est nette. Quelles sont donc les paramètres de cette équation apparemment résolue ?

Plusieurs facteurs concourent à la lenteur de la croissance à moyen terme. Après deux années fastes dues au contre-choc pétrolier et à la reprise de l'investissement, l'économie s'essouffle en 1990. Certes la troisième étape de la réforme fiscale gonfle le revenu des ménages de 20 milliards de DM, mais l'appréciation du mark vis-à-vis du dollar et des monnaies européennes, entraîne une perte de compétitivité qui freine les exportations allemandes.

La politique monétaire ne s'assouplit que lentement : les 3 % d'inflation de 1989 sont combattus avec vigueur par la Bundesbank, car ce regain d'inflation est de nature à remettre en cause le consensus social qui a rendu possible la conclusion

en 1987 d'accords salariaux. Or ces accords arrivent à échéance en 1990, année électorale de surcroît.

Il ne semble pas non plus que la politique budgétaire puisse être plus expansionniste que prévu : le déficit structurel du régime public de retraites rend nécessaire le relèvement des taux de cotisations sociales. Malgré la faible croissance de la consommation publique (1,5 % par an) la part de la dette publique dans le PIB continue d'augmenter.

Depuis 1984 les syndicats allemands se battent pour la réduction de la durée du travail et réclament la semaine de trente cinq heures ; des réductions obtenues ne se sont encore traduites dans la durée effective. Selon l'hypothèse basse retenue ici, la durée hebdomadaire du travail se réduira d'environ 1 heure et demi d'ici 1993. La croissance allemande est alors compatible avec des créations d'emplois si la productivité horaire du travail progresse à un rythme comparable à celui des années antérieures. Or malgré la reprise sensible de l'immigration des Allemands venus de l'Est et une certaine progression des taux d'activité féminins, la population active ne croît plus guère. En 1993 le taux de chômage se rapproche donc de 5 %.

France : le poids de la vertu

La France a connu en 1988 un vif essor de sa production (3,4 % de croissance), impulsé par les exportations et la FBCF des entreprises. Cette croissance s'est effectuée avec une inflation faible (2,7 %), une réduction du déficit public, une stabilisation du déficit extérieur ; elle a permis une légère hausse de l'emploi et une légère régression du chômage.

L'économie française n'échapperait pas à une phase de croissance ralentie en 1990 et à terme à une croissance qui resterait modérée (en moyenne de 2,4 % l'an), de sorte que reprendrait la dégradation du marché du travail. Cela provient de l'essoufflement de la demande interne dû à la stagnation des salaires et à une politique budgétaire restrictive. Toutefois la persistance de la contrainte extérieure et l'objectif d'inflation modérée et de franc fort n'autoriseraient guère une politique plus expansionniste.

Avec cette croissance la réduction du déficit budgétaire permet de stabiliser le poids de la dette publique (25 % du PIB) malgré les hausses de charges. En vue du Marché unique européen, le gouvernement prendrait des mesures limitées mais significatives : en 1990 la fiscalité des revenus du capital serait allégée de 9 milliards. Parallèlement une baisse de la TVA de l'ordre de 10 milliards serait effectuée. Le déficit public égal à 2,2 % du PIB en 1987 et 1,5 % en 1988 passe à 1,35 % en 1989, remonte à 1,65 % en 1990, du fait des allègements fiscaux et des charges nouvelles, puis redescend jusqu'à 1 % en 1993. Le taux des prélèvements obligatoires est pratiquement stable.

Compte tenu du taux de chômage élevé et de l'absence d'excédents extérieurs substantiels, la politique salariale ne serait guère modifiée au cours de la période. Ceci, joint à l'hypothèse que toutes les hausses de prestations sociales sont financées par des prélèvements sur les ménages, pèse sur la consommation qui ne joue donc pas un rôle moteur.

La politique monétaire maintiendra autant que possible la parité du franc avec le mark. Ce n'est qu'en 1991 qu'un ajustement de 7 % figure dans le compte. De ce fait les taux d'intérêt réels restent à des niveaux relativement élevés, de l'ordre de 5 points jusqu'en 1990, avant de redescendre à 3 points après l'ajustement de parités.

La croissance française est ainsi la plus élevée qui soit compatible avec la stabilité du solde extérieur et le refus des dévaluations compétitives. En période de progression limitée de la demande mondiale ces contraintes entraînent une stagnation de la production, la demande interne ne pouvant prendre le relais de la demande externe. Après le creux de 1990, la croissance même dopée par la dévaluation s'établit à un niveau proche de 2,5 %. Par contre l'inflation reste à un niveau relativement faible passant de 3,8 % en 1989 à 2,6 % en fin de période, et le déficit extérieur est maîtrisé.

Le fait pour la France de remplir en fin de période tous les critères de la vertu se paie d'une croissance lente et d'une reprise de la montée du chômage. De 1988 à 1993 la population active potentielle augmente de 880 000 mais l'emploi ne croît que de 520 000. Le taux de chômage est alors de 11,4 %, le plus fort des grands pays industrialisés.

Italie : la croissance sans la vertu

Dans notre projection l'Italie apparaît comme le vilain petit canard de l'Europe : elle se caractérise par une inflation persistante atteignant 7 % en 1993, un déficit public maintenu, mais aussi par une croissance soutenue, de l'ordre de 3,3 % sur la période.

La politique monétaire y est particulièrement difficile à manier. Le montant de la dette publique représentant une part importante du PIB, de forts taux d'intérêt augmentent la charge d'une dette déjà difficile à maîtriser et ont un impact incertain sur l'activité, risquant d'augmenter la consommation des ménages ; ils sont néanmoins indispensables pour placer les titres publics et soutenir la lire. Leur niveau ne diminue qu'à partir de l'année 1991, après le réalignement au sein du SME rendu nécessaire par la dégradation importante de la compétitivité de l'industrie italienne.

La croissance de l'économie italienne est relativement dynamique malgré le ralentissement de 1989 et 1990 lié à l'essoufflement de la demande mondiale. La contribution du solde extérieur à la croissance se réduit de façon importante. L'accélération de l'inflation est amorcée au début de 1989 par des hausses de TVA relayées par la hausse du prix des matières premières importées : elle atteint 6,6 % en 1989. Cela freine la consommation tandis que l'investissement souffre de la réduction des débouchés extérieurs et de la contraction de la demande interne.

En 1991 la dépréciation de la lire permet à l'Italie de restaurer sa compétitivité. Durant les deux dernières années de la projection l'économie connaît un taux de croissance de l'ordre de 3 % soutenu par la demande interne. Les gains de pouvoir d'achat du revenu des ménages se maintiennent à près de 3 %, ce qui permet à la consommation d'impulser la croissance ; l'investissement reste dynamique.

Malgré le niveau élevé du chômage, le salaire réel progresse à un taux voisin de celui de la productivité du travail (2,6 % l'an) : il n'y a donc pas de tendance interne à la désinflation. Du fait de ces gains de productivité, les effectifs progressent assez faiblement et le chômage ne diminue que lentement, passant de 11,8 % en 1988 à 10,8 % en 1993.

Deux problèmes essentiels se posent à l'Italie à l'horizon 1993 :

- La dégradation de ses performances à l'exportation, due en grande partie au maintien du différentiel d'inflation avec ses concurrents, entraîne une tendance à la dégradation de la balance commerciale. Néanmoins, grâce à la dépréciation de la monnaie italienne, le déficit extérieur n'atteint que 0,3 % du PIB en fin de période. Mais qu'arrivera-t-il quand les contraintes de l'unification monétaire en Europe interdiront aux Italiens tout réajustement ?

- L'Italie peut-elle vivre durablement avec un déséquilibre budgétaire qui, certes, soutient sa croissance, mais entraîne les finances publiques dans une dangereuse spirale déficit/dette ? Si l'objectif affirmé par les pouvoirs publics reste celui d'une diminution importante du déficit, la politique budgétaire restrictive (contraction des dépenses publiques, augmentation des impôts et lutte contre la fraude fiscale) ne parvient néanmoins, compte tenu de la hausse des charges d'intérêt, qu'à stabiliser le déficit à 10,3 % du PIB. A l'horizon de notre projection la part de la dette dans le PIB baisse de 8 points par rapport à 1988. Dans un pays où le chômage se maintient à un niveau élevé, la diminution à moyen terme du besoin de financement de l'Etat semble une gageure difficile à tenir.

Royaume-Uni : quand la bulle explosera

Le Royaume-Uni achève une phase de croissance forte mais déséquilibrée. Dopées entre 1985 et 1988 par la dépréciation de la livre et par de forts gains de productivité du travail, les entreprises ont pu recommencer à embaucher, particulièrement pour répondre à la poussée de la consommation des ménages dont le taux d'épargne a chuté à 2 %. Le taux de chômage est aussi descendu à des niveaux très bas. Mais l'inflation est repartie en 1988 et le déficit extérieur s'est creusé : tandis que stagnaient les exportations (les seules exportations énergétiques chutant de 20 %) les importations industrielles augmentaient de 16 %. Pour lutter contre la surchauffe de l'économie et freiner les dépenses des ménages, le gouvernement a relevé massivement le taux d'intérêt et a renoncé à sa politique de maintien de la livre à 3 mark ; celle-ci est remontée à 3,2 mark la fin de 1988.

La politique économique se trouve alors devant un dilemme : maintenir un niveau élevé des taux d'intérêt signifie le maintien d'un taux de change élevé, des pertes de compétitivité et un creusement du déficit extérieur qui est déjà important. Cette stratégie a deux défauts majeurs : elle étouffe la croissance et elle n'est guère tenable à terme, le déficit extérieur ne pouvant être indéfiniment financé. Si les autorités acceptent que la livre chute, l'industrie peut continuer à se bien porter mais l'inflation reçoit un nouveau coup de fouet. Une telle décision est difficile alors que la hausse des prix s'accélère, ce qui joint aux tensions sur le marché du travail, conduit à des hausses de salaires extrêmement fortes. De plus la saturation des capacités de production rendrait inefficace une dévaluation. Il est donc nécessaire au

alable d'avoir ralenti la demande interne mais le gouvernement se refuse à utiliser pour cela la politique budgétaire, zagé qu'il est dans une réduction des prélèvements obligatoires, le budget étant déjà excédentaire. Aussi ne lui reste-t-il que la politique monétaire mais celle-ci se répercute sur le marché des changes. Il est difficile de viser deux cibles avec le même instrument.

Dans notre compte la livre chute par rapport au mark à partir de mi-1990 ; alors le ralentissement de l'inflation permettrait une détente des taux d'intérêt ; de plus les autorités britanniques profiteraient de la baisse du dollar pour bénéficier d'une dépréciation par rapport au mark peu inflationniste. A partir de 1991 elles maintiendraient la livre à 2,7 mark, ce qui leur permettrait d'envisager à terme une entrée dans le SME.

La politique fortement restrictive actuellement menée se paie d'un net ralentissement de la croissance de 1988 à 1990 ; il y a une reprise après 1991. Toutefois la fin de l'excédent énergétique et le creusement du déséquilibre manufacturier se traduisent par un déficit extérieur important. L'excédent du solde public disparaît à partir de 1992. La fin du processus d'apurement des effectifs de l'industrie permet une stabilisation du chômage à un niveau relativement favorable ; de ce fait la croissance du salaire réel reste relativement vive et soutient la consommation. Le profit des entreprises se situe à partir de 1989 nettement en retrait par rapport à sa valeur de 1987. A la fin de la période le Royaume-Uni retrouve une hausse de son chômage, dans une situation, difficile, d'important déficit extérieur.

Un espoir pour l'Amérique latine et l'Afrique

La plupart des pays latino-américains avaient été contraints à partir de 1982 de signer des accords de rééchelonnement avec leurs créanciers et d'accepter des programmes de stabilisation du FMI. L'ajustement externe qui en était résulté avait été spectaculaire, mais obtenu au détriment de la croissance interne, tandis que les transferts financiers nets de l'extérieur devenaient négatifs. Certains pays (Brésil, Argentine), qui s'étaient engagés dans des programmes de redressement « hétérodoxes », sont très vite retombés dans la stagflation. En 1989 le revenu par tête régressa encore. Une reprise de l'activité dépendra d'une réduction des transferts de ressources vers l'extérieur. L'hypothèse retenue ici est que le plan Brady, qui permettra des conversions de créances bancaires en obligations assorties de décotes, entrera en vigueur en 1990. La charge des intérêts sur la dette bancaire serait réduite de près de moitié en quatre ans. La capacité d'importation alors libérée pourrait permettre un redressement du taux d'investissement de 17 % en 1988 à plus de 20 % en 1993 (contre 25 % durant les années soixante-dix). Le taux de croissance du PIB s'accélérait progressivement, passant de 0,7 % en 1988 à 6 % en 1993, rythme qui n'autoriserait qu'une croissance modeste du PIB par habitant.

Durant la décennie 1980 l'Afrique sub-saharienne s'est elle aussi enfoncée dans la crise. Sa croissance sur longue période a été de 3,6 % par an entre 1968 et 1986, chiffre qui recouvre une quasi-stagnation du PIB par habitant sur presque vingt ans avec une inflexion marquée en cours de période : la croissance du PIB est passée de 4,2 % par an durant les années 1970 à 0,2 % de 1980 à 1986. Deux éléments con-

duisent à espérer un redressement du taux de croissance, qui pourrait atteindre 5 % durant les dernières années de la période. D'une part le Nigeria et d'autres pays producteurs de pétrole, bénéficieront du redressement du marché pétrolier. D'autre part la mobilisation internationale se traduira par un allègement substantiel de la charge d'intérêts. Ce léger desserrement de la contrainte extérieure permettrait à cette zone de cesser de s'enfoncer dans une situation catastrophique. Mais son avenir apparaît encore sombre. La croissance globale envisagée ne permettrait que de retrouver en fin de période le même niveau de PIB par tête qu'il y a dix ans.

Energie : le lent retour de l'OPEP

Il a suffi qu'à la fin de 1988 se conjuguent faiblesse du prix réel, vigoureuse croissance de l'économie mondiale, et limitation de la production pétrolière de l'OCDE, pour que le marché énergétique connaisse un regain de tension, que la demande adressée à l'OPEP progresse de plus de 15 % en un an, et que le prix du pétrole gagne 30 % en l'espace d'un trimestre. La stratégie mise en œuvre depuis trois ans par les pays du Golfe leur a déjà permis de regagner un tiers des parts de marché perdues après le second choc pétrolier. Conduit-elle, à moyen terme, à un retour en force de la contrainte énergétique, à une reprise en main du marché par l'OPEP, voire à un troisième choc pétrolier ?

A l'horizon 1993 la demande d'énergie dans les pays de l'OCDE devrait progresser à un rythme légèrement inférieur à celui de la croissance du PIB. La chute des prix réels intervenue au milieu des années quatre-vingt conduit en effet à un palier dans la baisse des intensités énergétiques aux chocs pétroliers ; les économies d'énergie ne reprendraient qu'avec la remontée du prix réel du pétrole. La demande d'énergie devrait par contre progresser vigoureusement dans les régions en développement, où l'intensité énergétique continuera d'augmenter. Dans ces conditions la demande mondiale croîtrait au rythme moyen de 3,5 % l'an d'ici 1993.

Du côté de l'offre on ne peut guère attendre de progression marquée dans les grands pays industriels. Avec l'inter-ruption (Allemagne, Etats-Unis) ou l'arrivée à maturité (France) de la mise en place des parcs nucléaires et le plafonnement ou la baisse (Royaume-Uni) de la production pétrolière, le développement de l'offre reposera surtout sur l'exploitation des gisements charbonniers (Canada, Afrique du Sud). Les progrès de la production des régions en développement ne devraient pas suffire à satisfaire la demande.

Dans ces conditions les pays du Moyen-Orient retrouveraient pleinement leur rôle de producteurs d'appoint et poursuivraient la reconquête des parts de marché perdues. De 1988 à 1993 leur production progresserait de près de 30 %. Malgré le retour des capacités de production de cette région à un niveau proche de celui des années soixante-dix, la tension sur le marché énergétique serait ainsi sensiblement plus forte qu'au milieu des années quatre-vingt. Si une telle perspective ne suffit pas à rendre probable un troisième choc pétrolier à l'horizon 1993, elle conduit à envisager pour cette date un niveau de prix réel du baril voisin de celui de 1987. Telle semble d'ailleurs être la volonté de l'Arabie Saoudite. Les conditions objectives du marché énergétique au cours des cinq prochaines années lui permettraient vraisemblablement de faire prévaloir sa stratégie.

L'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) publie sous le même titre « Observations et diagnostics économiques » une Revue trimestrielle et, le dernier vendredi du mois, une Lettre mensuelle. Les signataires s'expriment à titre personnel.

ABONNEMENTS Tarifs 1989	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE ET LETTRE
Institutions, Entreprises	150 F	330 F	420 F
Particuliers	75 F	210 F	250 F

Les demandes d'abonnement sont à adresser à l'OFCE avec un chèque à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications.